



MOBILIS ACTIONS SOCIALES

le pouvoir par le discours
la légitimation comme
stratégie de domination
Sacha Lesage

Groupe & Société
Publication pédagogique d'éducation permanente



CDGAI

Centre de Dynamique des Groupes et d'Analyse Institutionnelle asbl

Publication pédagogique d'éducation permanente



Le pouvoir par le discours

La légitimation comme stratégie de domination

Auteure
Sacha Lesage

Concept et coordination
CDGAI

Collection Mobilisations sociales - 2013

Éditrice responsable : Chantal Faidherbe
Présidente du C.D.G.A.I.
Parc Scientifique du Sart Tilman
Rue Bois Saint-Jean, 9
B 4102 - Seraing - Belgique

Graphisme : Le Graphoscope
legraphoscope@gmail.com

MOBILISATIONS SOCIALES

Les publications pédagogiques d'éducation permanente du CDGAI

La finalité de ces publications est de contribuer à construire des échanges de regards et de savoirs de tout type qui nous permettront collectivement d'élaborer une société plus humaine, plus «reliante» que celle qui domine actuellement. Fondée sur un système économique capitaliste qui encourage la concurrence de tous avec tous et sur une morale de la responsabilité, notre société fragilise les humains, fragmente leur psychisme et mutile de nombreuses dimensions d'eux-mêmes, les rendant plus vulnérables à toutes les formes de domination et oppression sociétales, institutionnelles, organisationnelles, groupales et interpersonnelles.

La collection Mobilisations sociales (comme issues possibles aux injustices)

Elle propose des regards pluriels sur des pratiques de luttes et de mobilisations collectives portées par des citoyens en recherche d'une démocratie plus juste. Elle vise à nourrir notre réflexion et notre esprit critiques au sujet de fonctionnements qui nous paraissent aller de soi. Donner à voir des évidences dans la déconstruction de nos schémas de lecture et présenter des alternatives perçues comme plus pertinentes, telles sont les ambitions de cette collection.

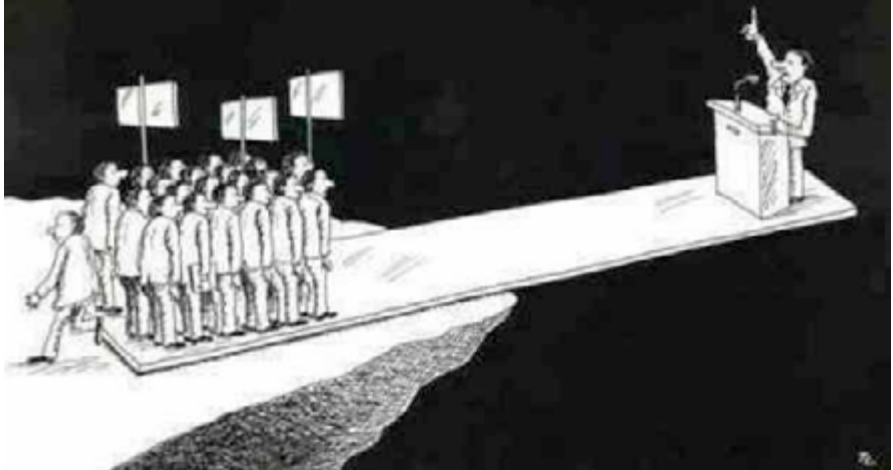
Intentions de ce livret

- ◆ Susciter le sens critique du lecteur face aux moyens par lesquels le langage peut être mis à profit dans la normalisation et le maintien de la domination.
- ◆ Ouvrir une réflexion sur la légitimité de la norme, de l'objectivité et de la raison.

Publics visés

- ◆ Toute personne souhaitant réfléchir aux relations de pouvoir et de domination dans la société actuelle.
- ◆ Toute personne souhaitant réfléchir aux stratégies argumentatives dans le discours.

**THE PEOPLE DON'T KNOW
THEIR TRUE POWER.**



SOMMAIRE

Introduction	9
Légitimer : qu'est-ce que cela veut dire ?	14
Dé légitimer : qu'est-ce que cela veut dire ?	16
Les mouvements sociaux	19
L'Armée Zapatiste de Libération Nationale en tant que mouvement social contemporain	21
Les nouveaux «nouveaux mouvements sociaux»	22
Les mécanismes observés	24
La polarité	24
L'identité	26
Les médias	28
L'émotion	29
La raison	30
La crédibilité	31
Le cas des zapatistes	33
Communiqué gouvernemental (28 décembre 1997)	36
Communiqué zapatiste (4 mai 1998)	42
Conclusion	47
Bibliographie	50

MOBILISATIONS SOCIALES



INTRODUCTION

Tandis qu'on observe aujourd'hui une généralisation de la négociation comme mode privilégié de gestion du social, on s'intéresse davantage à son résultat qu'aux mécanismes discursifs à l'œuvre dans le processus.

Or, si pour Moscovici, la communication est le processus fondamental de la formation de la représentation sociale (Negura, Lilian, 2006), il nous semble important de garder à l'esprit que, dans une société moderne, le discours concerne des relations de pouvoir et d'inégalités dans le langage, et il est dès lors important d'en comprendre les tenants et aboutissants.

Dans le cadre de conflits tout particulièrement, le discours visera plus que l'échange d'informations : il vise «à interagir de manière persuasive face au locuteur» ; «à diffuser, apprendre et maintenir certaines croyances, afin de conforter la permanence des membres au groupe, de définir l'identité et la position du groupe dans la société» (Barreto et al., 2009, p.739).

Dans ce livret, nous proposons au lecteur d'aborder

diverses stratégies discursives pouvant être employées, et plus particulièrement celles visant à l'auto-légitimation ou à la délégitimation de l'adversaire.

Dans notre analyse, nous avons pu constater que les acteurs créent des discours susceptibles d'être considérés comme légitimes par un secteur de population le plus large possible, mais également susceptibles de délégitimer l'adversaire

Par ailleurs, tout discours se fait en fonction de l'interlocuteur visé, et en fonction des présuppositions faites sur ses réactions face au discours : «chaque émetteur émet des hypothèses sur le récepteur du message et ses réactions, et prend en compte celles-ci dans la réalisation de son énoncé. Le genre et le style de l'énoncé (...) dépendent de ces présomptions» (Benavides Guevara, 2006, p.8). Ainsi, les acteurs, préfigurant les thématiques (dé)légitimatrices qui seront utilisées par l'adversaire, formuleront leurs arguments de telle manière à se «blanchir» d'avance des délégitimations qui seront émises.

Bien que les auteurs les plus célèbres l'aient soigneusement étudié (Weber, Habermas...), le terme «légitimation» s'est fait connaître il y a quelques dizaines d'années dans le cadre du conflit israélo-palestinien.

Ici, afin de se démarquer d'une approche trop théorique, nous avons appliqué ces mécanismes à un autre sujet d'étude : celui du mouvement de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, au Mexique. Dans ce livret, pour citer l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, nous utiliserons l'abréviation «EZLN» (Ejército Zapatista de Liberación Nacional).

Si, au fil du temps, l'exemple des zapatistes est quasiment devenu un cliché d'utopie ou de révolution gauchiste, la raison pour laquelle nous avons décidé de nous pencher plus profondément sur ce mouvement est qu'il nous semblait représentatif d'énormément de tendances que l'on retrouve dans beaucoup de mouvements sociaux contemporains (internationalisme, utilisation des médias, du numérique, collaborations entre divers secteurs de la population, y compris avec les intellectuels...). Ces caractéristiques font du mouvement zapatiste un modèle-type, didactique, car il est possible de faire des liens avec d'autres groupes, conflits ou situations plus globales.

Le 1^{er} janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA* l'EZLN s'empare de quatre localités de l'Etat du Chiapas. Jusqu'au 12 janvier, les militaires refoulent les zapatistes dans leurs villages d'origine mais, suite à une manifestation massive, le président Carlos Salinas de Gortari décrète un cessez-le-feu. Des négociations, sous l'égide de la Comisión Internacional de Intermediación (CONAI, instance officielle de médiation pour la paix entre le gouvernement fédéral et l'EZLN), déboucheront le 16 février 1996 sur les accords de San Andrés portant sur les «Droits et culture indigènes», seuls accords conclus à ce jour. D'autres thèmes devaient être débattus, mais en septembre de la même année les zapatistes décidèrent de suspendre le dialogue. Depuis la négociation est au point mort.

* ALENA : Accord économique et commercial entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, qui permet d'éliminer ou de réduire les tarifs douaniers pour certains produits et services et dont il découle une concurrence déloyale entre les pays.

À la différence du conflit israélo-palestinien, le conflit entre le gouvernement mexicain et l'EZLN est inter-étatique : il s'agit d'un mouvement social qui remet en question l'autorité de son gouvernement.

Pour expliquer ce qui pousse les hommes à se révolter, Ted Robert Gurr part de la notion de «frustration relative», qu'il définit comme «un état de tension, une satisfaction attendue et refusée, génératrice d'un potentiel de mécontentement et de violence». Un mouvement social se crée lorsqu'on franchit collectivement le seuil de frustration (Gurr, 1970, p.40). Néanmoins, les mouvements sociaux ne naissent pas mécaniquement d'une accumulation de frustrations ; «le passage à l'action collective suppose un travail politique sur les représentations, qui donne langage au mécontentement». Il faut qu'un discours soit élaboré qui va «transformer le malaise vécu en injustice » (Neveu, 2005, p.41), désigner les responsables, formuler des revendications et proposer des solutions. Ces idéologies, en temps normal relativement abstraites, ont besoin d'être mises à profit par des membres du groupe dans différentes situations (Van Dijk, Teun, cités par Ubaldina et al. 2002, p.209), par exemple dans le cadre d'une propagande, d'une argumentation ou d'une légitimation.

Dans ce livret, nous avons tenté d'apporter un nouvel éclairage sur la manière dont les zapatistes et le gouvernement utilisent le discours pour asseoir leur autorité. Dans les premiers chapitres, nous commençons par définir les notions de «légitimation» et de «délégitimation», ainsi que celle de «mouvement social». Ensuite, nous présentons l'EZLN en tant que tel, et expliquons en quoi celui-ci nous semble caractéristique des mouvements sociaux actuels.

Dans le chapitre «les mécanismes observés», nous faisons l'inventaire des mécanismes argumentaires que nous avons pu observer dans le cadre d'une analyse portant sur une sélection de textes émis par les zapatistes et le gouvernement, entre janvier 1994 (début des négociations) et juillet 1998 (fin des négociations). Dans le dernier chapitre, « le cas des zapatistes », nous proposons au lecteur une démonstration pratique succincte des arguments mis en exergue par les deux acteurs, à partir de deux textes auxquels le lecteur peut se rapporter.

Nous espérons qu'au long de la lecture, le lecteur gardera à l'esprit que les stratégies argumentatives avancées par les groupes afin de se légitimer ou de délégitimer l'adversaire peuvent être avancées dans tout autre contexte de relations (international ou interpersonnel) dont l'enjeu serait l'attrait ou le maintien d'un pouvoir, d'une domination. Il s'agit avant tout pour nous de partir d'une histoire pour en déduire des raisonnements qui nous semblent beaucoup plus globaux.

Nous pensons que la mise en lumière d'une réalité peut être déclencheur de leviers de réflexion dans d'autres contextes, et doit viser à ce que l'homme puisse avoir prise sur la réalité et les différentes formes de domination qui l'entourent d'une manière plus complète.

LÉGITIMER : QU'EST-CE QUE CELA PEUT DIRE ?

«Comme tous les groupements politiques qui l'ont précédé historiquement, l'Etat consiste en un rapport de domination de l'homme sur l'homme fondé sur le moyen de la violence légitime» (Weber, 1959, p.101).

Depuis que l'homme a organisé la société, il a hiérarchisé celle-ci et reproduit cette «stratification sociale». L'utilisation de la violence étant trop coûteuse ou difficile à maintenir sur le long terme, l'homme a commencé à créer un discours ayant pour but de faire comprendre à la société que cette structure de pouvoir était juste, logique, et donc légitime - même pour ceux qui étaient désavantagés par celle-ci.

Selon Della Fave, c'est justement la faiblesse (et conséquente dépendance) de l'individu qui va le rendre facilement impressionnable par ceux qui contrôlent l'ordre social – il continuera donc d'autant plus à le considérer comme normal et juste (Della Fave, 1986).

On peut dès lors considérer les processus de légitimation comme des manières de transformer une distribution inégale de pouvoir en normes – des normes qui deviendront une composante de l'identité des membres de la société. De façon plus générale, il s'agit d'une sorte d'explication visant à rendre les comportements justes et raisonnables, et à persuader un individu ou un groupe du fait qu'il devrait obéir à telle autorité. Par conséquent, la légitimation est reconnue comme étant un des processus fondamentaux dont dépendent les relations de pouvoir, la persistance ou le changement des différentes formes d'organisation sociale.

Plusieurs auteurs ont tenté de classer les différents modes de légitimations, selon le type d'explication ou de raison avancée, que ce soit par l'Etat (Habermas, 1978) par un système d'autorité sociétale (Kaesler, 1996) ou tout simplement dans le cadre de relations de pouvoir plus «informelles» (Berger et al., 1998) Max Weber (Weber, 1959) a beaucoup étudié la domination en général (l'imposition de la volonté d'un individu ou groupe à un autre individu ou groupe) et sa typologie reste la plus connue.

Selon lui, il existe trois types de légitimité :

- ◆ La légitimité traditionnelle : l'autorité repose sur la croyance en la vertu des traditions et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité par ces moyens.
- ◆ La légitimité charismatique : l'autorité repose sur la soumission extraordinaire au caractère sacré, à la vertu héroïque ou la valeur exemplaire d'une personne.
- ◆ La légitimité rationnelle (ou légale) : l'autorité repose sur la croyance en la valeur de la loi et du droit de donner des directives qu'ont ceux qui sont appelés à exercer la domination par ces moyens.

La plupart du temps, le respect de la loi est un minimum nécessaire pour que le comportement des dirigeants soit considéré comme légitime. Mais il faut également que cette loi corresponde à des principes auxquels la société adhère. Ainsi, pour Moris Zelditch, «est légitime ce qui est en accord avec les normes, les valeurs, les croyances, les pratiques et les procédures d'un groupe donné » (Zelditch, 2001, p.7)

On peut donc dire que lorsqu'on étudie un processus de légitimation, on se demande comment un acteur justifie une situation donnée via des normes, des valeurs, etc. Au contraire, lorsqu'on parle de « délégitimer », il s'agit non pas de se justifier soi-même mais bien de discréditer l'autre, toujours par rapport à des normes et valeurs partagées.

DÉLÉGITIMER : QU'EST-CE QUE CELA VEUT DIRE ?

Daniel Bar-Tal définit la délégitimation comme «une classification de tel groupe dans des catégories sociales négatives et extrêmes, par un groupe considéré comme agissant dans les limites de normes et/ou valeurs acceptables (...)» (Bar-Tal, 1990, p.65). On retrouve ce processus d'exclusion soit dans le cadre de conflits entre deux ou plusieurs groupes, soit lorsqu'un groupe vise à se différencier ou à exploiter un autre.

Des auteurs étudient la présence d'images discriminantes dans la vie de tous les jours, et notamment via l'utilisation des médias. Selon Mendelber, les images seraient un des moyens les plus efficaces allant dans ce sens, car plus subtiles qu'une déclaration orale équivalente (Source : Volpato, Chiara et al., 2010, p.9)

Bien que les stratégies employées varient dans le temps et selon les cultures et sociétés, les manières dont les cibles seront délégitimées varient relativement peu. Tout comme pour la légitimation, des auteurs ont tenté de classer ces stratégies.

Selon Daniel Bar-Tal par exemple, il existe cinq stratégies différentes (Bar-Tal, 1989) :

- ◆ La déshumanisation qui, comme son nom l'indique, vise à définir l'autre comme étant inhumain (par exemple de race inférieure, un animal...) ou surhumain (mais considéré négativement comme les démons, les monstres...);
- ◆ La caractérisation de traits a pour but d'attribuer à l'autre des traits de personnalité mal vus voire inacceptables pour une société donnée (stupide, vaurien, flemmard...);
- ◆ La proscription caractérise l'autre comme étant violeur des normes sociales (assassin, voleur, terroriste...);
- ◆ L'étiquette politique associe l'autre à des groupes politiques mal vus ou inacceptables pour une société donnée (communiste, nazi, extrémiste...);
- ◆ La comparaison de groupe associe l'autre à un groupe qui sert d'exemple négatif de manière générale dans la société (vandales, huns...).

Toujours pour Daniel Bar-Tal, le fait de délégitimer dans le cadre de conflits remplit plusieurs fonctions ; cela permet d'expliquer la violence ou la longévité du conflit, ou encore l'intransigeance et la cruauté de l'adversaire. Cela justifiera, par conséquent, les agressions et la violence employée et préviendra les sentiments de culpabilité.

Enfin, étant donné que l'on fournit des informations supposant un certain degré de danger ou de menace, cela va servir de motivation pour la mobilisation et l'action.

Il s'agit donc d'un processus circulaire ; en expliquant la nature et les risques du conflit, on conduit à la mobilisation et à l'action (de manière préventive ou en représailles) et l'on devra justifier la violence infligée. Ensuite, les dommages engendrés (qui feront suite à des représailles du camp adverse) renforceront le processus.

Il s'agit donc d'un élément extrêmement influent dans les situations de conflits et cela engendre des pratiques qui, dans d'autres situations, auraient été impensables (exploitation, expulsion, génocide...). Pour beaucoup d'auteurs, il est par conséquent impératif, avant d'envisager de résoudre un conflit, que la pratique de la délégitimation soit abolie (Bar-Tal, 1990).

Un exemple typique est le conflit israélo-palestinien (israélo-palestinien), dans lequel on retrouve beaucoup de stratégies bien connues de délégitimation de la part des principaux acteurs, et ce depuis le début du conflit. Depuis une centaine d'années les sociétés juives et palestiniennes se sont contestées sur des intérêts d'ordre social, identitaire, territorial, de ressources naturelles, économiques, sécuritaires...

La délégitimation mutuelle a intégré le discours privé puis public, ainsi que culturel et éducationnel. Il s'agit aujourd'hui d'une pratique institutionnalisée puisqu'on l'observe dans les discours des leaders, dans les médias, les livres, les œuvres artistiques et même dans les ouvrages scolaires (qui décrivent l'autre comme des voleurs, tueurs, indignes de confiance, ingrats, lâches, cruels...). Aujourd'hui, beaucoup d'auteurs considèrent ce discrédit constant et mutuel comme un des obstacles majeurs à la résolution du conflit.

LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Dans le cadre de ce livret, nous nous attarderons plus précisément sur les mécanismes de (dé)légitimation dans le cadre d'un conflit non pas entre plusieurs pays ou Etats mais bien entre un Etat et ce que l'on peut qualifier de «mouvement social», défini comme étant un groupe visant à remettre en question le système établi (et utilisant par conséquent des techniques de délégitimation envers celui-ci).

De temps à autre, le plus souvent dans un contexte de mécontentement, la hiérarchie sociale instituée est remise en cause, et sa légitimité rompue. Il faut pour cela y opposer des normes et valeurs puissantes, ou qu'un groupe se réapproprie le discours des autorités pour se présenter comme «véritable» représentant de valeurs égalitaires et justes. On met alors en question la distribution de pouvoir, et on passe de «ce qui est» à «ce qui devrait être» (Neveu, 2005, p.40).

Dans les années 60, les chercheurs spécialisés dans les mouvements sociaux ont constaté un changement au niveau de la forme et des contenus que l'action collective de ces mouvements sociaux prenait. Selon Alain Touraine, alors que dans l'ère industrielle la cause majeure des conflits était le travail, dans la société post-industrielle, le but est l'«historicité», c'est-à-dire «le contrôle des orientations sociales et culturelles de la société» (Touraine, 1978, p.9).

Autrement dit, tandis qu'avant les revendications concernaient des problèmes plus matériels (de production, d'économie...), les «nouveaux mouvements sociaux» portent sur des revendications plus qualitatives (de valeurs, de cultures, de qualité de vie, de participation...).

Par ailleurs, ils se basent sur d'autres principes identitaires que les identités de classe ou de catégories socio-professionnelles.

Enfin, alors qu'avant les mouvements sociaux considéraient l'action collective comme efficace si elle se transformait finalement en force politique, aujourd'hui ils ont tendance à s'éloigner des partis et à consolider leur propre champ d'action (notamment par la création de réseaux alternatifs ou de groupes de solidarités...).

(Aguilar Sanchez, 2005) .



L'ARMÉE ZAPATISTE DE LIBÉRATION NATIONALE EN TANT QUE MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN

En tant que mouvement social, le but de l'EZLN, Armée Zapatiste de Libération Nationale, sera de transformer l'ordre social donné en faveur d'un groupe et d'un projet de société. Son exigence essentielle consiste en une refonte du système politique, qui devra garantir la démocratie, à commencer par la défense des droits collectifs et individuels pour les peuples indigènes mexicains.

Contrairement à des mouvements de guérillas traditionnels, les zapatistes soutiennent que leur but n'est pas la destruction de l'Etat mais bien l'ouverture de nouveaux espaces politiques dans la société (Zugman, 2005) et, au final, la création d'une forme de gouvernement qui soit l'instrument de décisions collectives.

Ils rejettent principalement le présidentialisme et le néolibéralisme, ainsi que toutes les institutions qu'ils considèrent comme frauduleuses ou qui trahissent les idéaux révolutionnaires de 1917 (bien souvent parce qu'elles appliquent une politique néolibérale).

Le rapport de l'EZLN au politique est particulier car sa notion du pouvoir n'est pas celle de «l'autorité» mais celle de «l'influence sur l'autorité» (Dorna, 2008). Cette caractéristique est en train de devenir une composante importante de l'action politique alter-mondialiste : on ne cherche ni à s'emparer de l'État ni à le supprimer, mais à l'influencer.

«Ce qui compte avant tout pour le néo-militant, c'est de s'inscrire non plus au sein d'une organisation idéologique clairement identifiée mais plutôt de générer des projets ou de s'intégrer à des projets initiés par d'autres et d'exploiter toutes les connexions susceptibles de s'avérer à cet égard utile» (Granjon, 2002, p.11).

Une seconde particularité du mouvement zapatiste est son importante utilisation des médias ; certains diront que ses membres sont porteurs d'une nouvelle forme de lutte : la Social Netwar, les ordinateurs, téléphones, appareils photos, enregistreurs, etc. devenant les principaux conducteurs des paroles zapatistes. Internet en particulier va constituer un moyen efficace et bon marché pour se faire entendre politiquement en dehors du cadre politique institutionnel, mais également pour contourner celui-ci tout en restant des acteurs politiques importants au niveau national (et ayant des répercussions au niveau international).

Ainsi, dans un monde «où l'information est la marchandise la plus précieuse» (Bruhn, 1999, p.31), la principale arme de l'EZLN devient l'utilisation de la langue. Cette caractéristique vaudra à la lutte le surnom de «*guerilla de papel*» – expression qui, selon certains, avait pour but de réduire l'importance sociale et politique du mouvement «en la taxant exclusivement d'engouement ou d'affrontement discursif» (Zaslavsky, 2006, p.123).

LES NOUVEAUX

«NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX»

Suite aux « répertoires d'actions collectives » (Tilly, 1986) de la société pré-industrielle puis post-industrielle que nous avons évoqués précédemment, il existerait selon certains auteurs un «répertoire de troisième génération», dont nous pensons que l'EZLN serait représentatif.

Pour Erik Neveu, ce troisième répertoire se baserait principalement sur l'internationalisme, l'expertise et la «réinvention d'une activité symbolique de mise en scène de l'identité du groupe» (Neveu, 2005, p.24). Pour Robin Cohen et Shirin Rai, alors que le répertoire précédent est considéré comme «national et autonome», le nouveau serait «transnational et solidariste» (Cohen et al., 2000, p.15).

Contrairement aux idéaux de processus pacifiques mis en avant par les mouvements sociaux des années 60 et 70, à partir des années 80 on retrouve une idée de «pragmatisme radical», une «recherche de solutions pratiques et immédiates aux problèmes» (Neveu, 2005, p.12). Les zapatistes feront par exemple l'usage de la force lorsqu'ils considèrent que cela s'avère nécessaire.

Ensuite, il y a l'apparition d'une dimension internationale de la mobilisation – certains estiment que les zapatistes furent les premiers à remettre en question le nouvel ordre mondial et à tenter d'articuler les résistances à l'échelle internationale. Il n'y a plus un mauvais gouvernement, mais une internationalisation du «mal gouverner» par l'extension sans frontières de l'idéologie économique néolibérale.

Avec la globalisation, les problématiques s'élargissent et prennent des formes plus intellectualisées ou abstraites ; cela va à l'encontre de l'idée de prise en main d'une seule revendication concrète par tel ou tel mouvement social.

En intervenant sur un nombre croissant de dossiers, une coopération entre les activistes et les intellectuels et chercheurs devient nécessaire, étant donné qu'ils «mobilisent ainsi à leur profit les arguments de la science, des projets chiffrés» (Neveu, 2005, p.47). On observe également cette logique d'expertise chez les zapatistes, qui entretiennent des correspondances rendues publiques avec énormément de personnalités et d'intellectuels.

LES MÉCANISMES OBSERVÉS

Dans ce chapitre, nous expliquerons plusieurs mécanismes utilisés par les zapatistes ou le gouvernement mexicain pour se légitimer ou délégitimer l'adversaire.

LA POLARITÉ

Selon Van Dijk, une stratégie discursive de base consiste en la catégorisation de groupes ; la séparation entre un « nous » (l'endogroupe) et un « eux » (l'exogroupe).

Ce procédé est très utile dans le processus de (dé)légitimation ; une fois le « nous » et le « eux » définis, les émetteurs se référeront alors systématiquement aux aspects positifs de l'endogroupe et aux aspects négatifs de l'adversaire (Van Dijk et al., 2002).

De même, on observera une accentuation de la responsabilité de l'exogroupe et minimisation de celle de l'endogroupe. Les actions de l'adversaire seront qualifiées de noms négatifs tandis que les actions de l'endogroupe seront qualifiées avec des noms et verbes positifs ou neutres. Cette opposition peut facilement se transformer en une lutte du bien contre le mal, du jour contre la nuit.

En qualifiant l'adversaire de tyrannique, on se présente comme une victime. Cette stratégie de « victimisation » explique que l'endogroupe « n'a pas eu d'autre choix que de prendre les armes », en « légitime défense », et qu'il était impossible de modifier la situation – de « rendre justice » – par la voie pacifique.

Pour Anne Morelli, «les hommes d'Etat de tous les pays avant de déclarer la guerre ou au moment de le faire assurent toujours en préliminaire qu'ils ne veulent pas la guerre. (...) La guerre et son cortège d'horreurs sont en effet rarement populaires *a priori* et il est donc bon ton de se présenter comme épris de paix» (Morelli, 2010, p.11).

Dans le même ordre d'idée, ce fort contraste entre le bien et le mal permet au groupe de «prévenir» la possibilité d'être considéré négativement, en maintenant continuellement envers les interlocuteurs un «standard» d'image positive.

Le groupe aura par ailleurs tout intérêt à développer un discours et des concepts aptes à être approuvés par le plus grand nombre (liberté, démocratie, justice...) afin de s'assurer un consensus (et donc une légitimité) le plus large possible. Par ailleurs, la mise en avant de tels concepts augmentera la légitimité du groupe autant que la délégitimation de l'autre (violant ces droits humains les plus élémentaires) étant donné l'importance du chef d'accusation.

Dans la même volonté de se doter d'une image démocratique, l'autorité remise en question aura à cœur de se présenter comme ouverte au dialogue, de bonne foi, et mettant tout en œuvre pour régler la situation conflictuelle de manière responsable et pacifique. Une présentation de soi positive et des concessions apparentes que les émetteurs peuvent utiliser «afin de gérer les impressions du public et éviter d'être vus comme préjudiciables ou manquant d'objectivité» (Mosheer, 2009, p.10).

Ainsi, pour Anne Morelli, les guerres modernes ne sont possibles qu'avec le consentement de la population, qui sera facilement acquis «si la population pense que de cette guerre dépendent son indépendance, son honneur, sa liberté ou sa vie, et que cette guerre charrie des valeurs morales indiscutables».

Les éventuels enjeux géopolitiques ou économiques d'un conflit ne sont donc jamais cités ; «pour que l'opinion soit définitivement acquise à la cause de la guerre, il ne reste plus qu'à lui faire croire que notre cause n'a rien à voir avec les autres causes, car notre cause à nous est infiniment morale. Que, pour tout dire, elle est sacrée et fait de notre combat une véritable croisade» (Morelli, 2009, p.143).

Pour Hirsch, la polarisation devient ainsi une des manières de solidariser la société civile à la cause ; «les participants ont le sentiment d'appartenance à un camp, l'alternative d'un retrait psychologiquement humiliant ou d'un renforcement de leur identification à la cause» (Hirsch, 2005, p.52).

L'IDENTITÉ

La mise en avant (ou la « mise en scène ») d'une identité forte et valorisante permet à un segment plus ou moins large de la population de pouvoir s'y reconnaître et donc d'adhérer aux projets. Ces personnes deviennent ainsi susceptibles d'adopter la cause, ou du moins d'éprouver de l'empathie pour celle-ci.

Karl Marx avait soutenu l'«importance de la construction d'une conscience collective comme élément stratégique du succès des mobilisations, de la capacité à articuler un projet révolutionnaire» (Neveu, 2005, p.67).

«La capacité d'un groupe à se doter d'une identité forte et valorisante constitue une ressource de première importance pour que ses membres intériorisent une vision de leur potentiel d'action, que le collectif s'affirme dans l'espace public » (Neveu, 2005, p.37). On observe également dans le discours des mouvements sociaux de plus en plus de références intellectuelles, ce qui, pour Bertrand Trefois, aurait pour but de s'éloigner du type de discours révolutionnaire ou marxiste «classique» et monocorde afin de proposer un type de discours plus avant-gardiste, plus susceptible de plaire à des couches plus larges de la population également. Au lieu de s'enfermer dans un discours aux références peu compréhensibles, on multiplie les possibilités d'identification au niveau national, voire international (Trefois, 1997).

John Oddo met par ailleurs en avant l'intérêt d'une démarcation entre un exogroupe restreint et fragmenté et un endogroupe large et uni. Cette représentation d'un «nous» aussi inclusif octroie ainsi une légitimation par conformité (Oddo, 2011) ; si tous les gens bien appartiennent à tel groupe, alors n'importe qui devrait vouloir appartenir à celui-ci. La conception d'un groupe en tant que «tout» cohésif et unifié vise à augmenter la visibilité, la voix du groupe, légitimant par ailleurs leur droit à avoir voix au chapitre.

On retrouve ici l'idée que la légitimité dépend avant tout du consensus, et c'est en multipliant les possibilités d'identification que les mouvements sociaux peuvent devenir témoins d'une aussi large empathie de la part de divers secteurs de la population.

Cette valorisation identitaire peut être par ailleurs vue comme une «rétribution du militantisme» car renvoie à des sensations gratifiantes d'estime de soi, de dignité.

Il est par ailleurs reconnu que la dimension identitaire prend une place plus importante dans le cas de mouvements sociaux autour de groupes fortement stigmatisés ; un des enjeux est alors d'affirmer ou de réaffirmer les valeurs du groupe, leur légitimité.

Enfin, un discours très marqué idéologiquement permet une visibilité sociale maximale qui, selon Sabucedo et al., dans le cas de groupes défiant le pouvoir en place, ne peut s'obtenir que par le discours et la protestation. (Sabucedo et al., 2004).

LES MÉDIAS

Le discours étant le moyen par excellence de diffusion des idéologies aux différents groupes sociaux, les médias peuvent être considérés comme les canaux par lesquels les idéologies de la société sont reproduites, réaffirmées, remises en causes, modifiées (Van Dijk et al., 2002).

En sélectionnant certains thèmes, termes ou images au détriment d'autres, les médias ont une influence sur la perception que les individus ont de la réalité. Dans le cadre de conflits, les médias deviennent en effet l'un des principaux instruments de diffusion de discours. Leur objectif n'est alors plus seulement d'informer mais également d'obtenir l'adhésion des sujets aux positions défendues (Barreto et al., 2009). Ils jouent donc un rôle des plus importants dans la visibilité qu'un groupe peut acquérir dans la société mais également dans la diffusion des discours légitimant ses actions (il est donc toujours intéressant de se questionner sur l'accès ou non de groupes aux médias, voire le contrôle stratégique de ceux-ci par certaines multinationales).

Les acteurs en présence ont dès lors tout intérêt à accéder aux médias pour imposer leur propre définition de la réalité (selon laquelle ils sont les victimes, et les adversaires, les coupables).

Par ailleurs, plus le conflit est violent, plus il offre aux médias des informations «intéressantes» du point de vue médiatique, puisque dramatiques et donc augmentant l'audience. Ces conflits «fournissent aux médias la matière première idéale pour élaborer des récits qui se prêtent facilement à la simplification des rôles des acteurs impliqués (le bon, le mauvais, le héros, la victime) et qui (...) fournissent des histoires qui laissent en suspens, suscitant ainsi un intérêt particulier chez le lecteur, qui désire connaître la fin de l'histoire». (Barreto et al., 2009, p.743).

L'ÉMOTION

De la même manière que les médias se font dramaturges de l'histoire, les acteurs politiques utilisent bien souvent l'émotion dans leur discours. Pour Anne Morelli, «la propagande, comme toute forme de publicité, se base sur l'émotion. Elle est le levier utilisé en permanence pour mobiliser l'opinion publique et on peut même dire que propagande et émotion sont, depuis toujours, consubstantielles». (Morelli, 2009, p.125).

L'«élaboration d'un discours sans détours, dont le contenu est chaleureux et plein de dignité humaine» (Dorna, 2008) permettra ainsi aux membres du mouvement de se présenter comme des hommes sincères, proches ; le texte politique se veut plus proche de la société civile, compréhensible, humain, ouvert au dialogue, et s'éloigne fort du «ronronnant discours ratio-idéologico-technocratique des hommes politiques professionnels» (Dorna, 2008).

L'émetteur opposant ainsi «une expérience subjective et expressive aux logiques instrumentales du «système», (système), des organisations et des intérêts» (Granjon, 2002, p.14).

LA RAISON

Pour rappel, les légitimations sont des «élaborations raisonnées» visant à persuader le sujet de son intérêt à obéir à telle autorité (Kaesler, 1996). Il n'est dès lors pas étonnant que l'autorité en place présente le système comme inévitable et la loi comme l'unique façon raisonnable de régler les choses, tout cela sous forme de «raisonnement» logique. Aussi, selon Gramsci (1971), une classe a l'hégémonie lorsqu'elle est capable de faire apparaître le *statu quo* comme étant l'unique façon de structurer raisonnablement la réalité. Les définitions de la réalité qui sont proposées apparaissent comme naturelles et inévitables (Della Fave, 1986).

Pour Weber la principale source de légitimité dans les sociétés modernes est la légalité ; il s'agit de sociétés où «les ordres sont conférés non pas au nom d'une autorité personnelle mais bien au nom d'une norme impersonnelle et [où] l'exercice du pouvoir est en soi l'obéissance à une norme et non une décision arbitraire» (Weber, 1976, p.122).

L'Etat de droit est aujourd'hui considéré comme le parachèvement des civilisations ; l'obéissance doit désormais revenir aux lois, et non aux personnes ; le pouvoir est dépersonnalisé (D'entreves, 1963) pour mettre en avant le principe de souveraineté populaire ; «*Lex est quod populus iubet atque constituit*» (trad. : « La Loi est l'expression de la volonté générale »).

Cette mise en évidence de la loi comme rationnelle, logique, bien fondée – puisque issue de la souveraineté populaire – a pour conséquence que le bien fondé des porteurs de cette loi et de leurs actions est garantie. En se présentant comme acteur rationnel et objectif, qui sait ce qui est bon pour la société, le pouvoir se légitime comme étant l'acteur le plus approprié à répondre à la situation.

LA CRÉDIBILITÉ

Lorsqu'un groupe met en cause le pouvoir en place, il perturbe l'ordre social et risque d'être considéré comme imprévisible et non fiable. Dès lors, il devra réagir en utilisant une explication qui restaurera la prédictibilité et la confiance ; une justification qui fera un lien entre la perturbation inacceptable et des normes, valeurs et croyances qui sont acceptables.

Chaque acteur du conflit tiendra un discours visant à «exclure l'adversaire des groupes agissant dans les limites légales des normes et/ou valeurs acceptables pour la société» (Barreto et al., 2009, p.581). L'Etat, en tant que représentant de l'ordre établi, aura néanmoins le pouvoir de criminaliser ce groupe et tiendra bien souvent un discours expliquant à la société que les délits commis «requièrent des mesures qui peuvent inclure l'utilisation de la force garantissant le retour à l'ordre». (Barreto et al., 2009, p.581).

Aussi, selon Turk, cité par Barreto et al. (Barreto, Idaly, Borja, Henry, Serrano, Yeny, Lopez-Lopez, Wilson, op. cit., 2004, p.741), lorsque des délits sont commis par des groupes politiquement menaçants, les élites au pouvoir ne se référeront jamais à ces groupes dans des termes politiques, mais les considèreront comme des délinquants communs, de telle manière à ce qu'on ne prête pas attention à leur perspective politique.

Cette stratégie permettra au pouvoir en place de décrédibiliser le mouvement contestataire, la crédibilité de la source étant, selon Briñol et al. (Sabucedo et al., 2004, p.82), un des facteurs les plus importants dans la réception positive du message. Lorsque son émetteur est discrédité, le message a moins de chances d'être pris au sérieux par la société. De plus, l'attribution de traits négatifs provoque une distanciation émotionnelle et psychologique de la population envers le groupe «armé et dangereux», et minimise ainsi le sentiment d'appartenance aux idées défendues par le groupe, l'empathie et la préoccupation envers eux.

Selon Sabucedo, en dehors d'une légitimité de par l'institution représentant la loi, une légitimité peut également être acquise par l'émetteur du discours, qui en fonction de qui il est, de son autorité, de sa place ; l'autorité de l'émetteur fournit au discours une certaine rationalité. Cette stratégie est également mise en exergue par Anne Morelli qui estime que «pour donner à l'opinion publique l'impression que c'est la nation unanime qui soutient la guerre, il est nécessaire que des artistes et intellectuels en vue appuient les initiatives belliqueuses (...)» (Morelli, 2009, p.15). Afin de maintenir ou de restaurer sa crédibilité, l'émetteur du discours pourra également citer des sources faisant autorité – et ce surtout lorsqu'il s'agit d'opinions, ainsi appuyant son objectivité. Plus la personne citée a de l'autorité et un statut social important, plus la citation sera crédible (Mosheer, Amer, op.cit.).

LE CAS DES ZAPATISTES

C'est dans un contexte d'intense mécontentement (écart croissant avec les valeurs issues de la Révolution mexicaine, arrivée de l'ALENA) d'un important groupe marginalisé, appauvri et mûr pour l'organisation politique, qu'émerge le mouvement zapatiste. La première force du mouvement aura été de profiter de cette période de perte de légitimité du gouvernement pour se présenter comme les «véritables» représentants et descendants de la révolution mexicaine et de ses idéaux.

La deuxième aura été d'obtenir une énorme visibilité, grâce aux médias et à Internet d'une part, à un discours extrêmement émotionnel, inclusif et faisant référence à des valeurs universellement reconnues, d'autre part.

Cet état de fait contraindra le gouvernement mexicain à remplacer l'idée d'une offensive armée directe par la transformation du conflit en ce que l'on peut qualifier de guerre de basse intensité. Il maintiendra un discours altruiste, de «bonne foi» et d'ouverture au dialogue, ce qui lui permettra par ailleurs de réaffirmer son caractère démocratique sur la scène nationale et internationale.

La présence médiatique de l'EZLN ne s'essouffant pas, le gouvernement optera progressivement pour un discours présentant les zapatistes comme un groupe refusant les concessions faites, et représentant un danger pour la paix et la sécurité du pays. Il tentera ainsi de minimiser le caractère politique du conflit et de distancier le groupe de l'empathie du public. Ainsi, les attaques de la part de groupes paramilitaires et le déplacement de populations (potentiellement sujettes à se rapprocher des forces insurgées) seront attribuées à l'EZLN, responsable du climat général d'insécurité de la région.

On observe ainsi dans le discours du gouvernement une polarisation de plus en plus apparente entre un endogroupe altruiste et démocratique, et un exogroupe fermé à toute idée de dialogue, de conciliation, voire de démocratie. Le caractère belligérant des zapatistes sera amplifié, ce qui finira par justifier l'envoi de l'armée sur place, afin de défendre la population. On retrouve cette polarisation dans le discours de l'EZLN, à la différence que celle-ci est présente dès le départ, et qu'elle oppose un endogroupe et exogroupe catégorisés par des termes beaucoup plus extrêmes – le conflit devenant un combat du bien contre le mal incarné. Cette idéologisation radicale permet aux zapatistes d'affirmer leur caractère politique et d'obtenir une visibilité sociale maximale. Le gouvernement quant à lui, en tant que représentant de la loi, gardera un discours beaucoup plus neutre, le confortant dans son image d'acteur responsable et rationnel.

Face à la «double stratégie» employée par le gouvernement (discours de «bonne foi» et de concessions, et ensuite plus rationnel ce qui justifiera l'envoi de l'armée comme «garantie de l'ordre public»), les zapatistes tiendront un discours de plus en plus virulent et fermé à toute idée de dialogue avec le gouvernement. Toutes les dynamiques observées dans l'analyse atteignent leur paroxysme à la fin de la négociation.

A titre d'exemple, nous invitons le lecteur à se reporter aux textes ici-bas (rendus publics par le gouvernement et l'EZLN, respectivement le 28 décembre 1997 et le 4 mai 1998) et à l'analyse que nous en faisons ci-dessous.

Dans le texte du gouvernement, on constate cette mise en opposition entre un gouvernement altruiste [3,5,7], dont les arguments se fondent sur un axe thématique

rationnel ou légal [1,5], et un groupe dont les accusations n'ont pas de bases rationnelles [1,2] – donc non crédible. Cette minimisation de la crédibilité des zapatistes se réalise notamment par une mise en exergue de contradictions dans les discours et allégations du mouvement [1,2,3].

Le gouvernement souligne également toutes les concessions qu'il a faites en faveur de la reprise du dialogue [1,3,5,7] – et ainsi la mauvaise foi zapatiste face aux différents gages qui ont été offerts [1,6]. On constate également la mise en avant, de la part du gouvernement, de la représentation d'un endogroupe large et uni [4,7] face à des zapatistes qui ne respectent pas la volonté populaire [4,6], et qui, en se refusant au dialogue, se rendent responsables du climat d'insécurité de la région. On observe notamment une stratégie visant à établir une comparaison entre les zapatistes et le groupe armé illégal responsable des assassinats [4].

Les zapatistes tiennent un discours qui reprend les mêmes thématiques, et ici quasi les mêmes arguments ; selon eux, le gouvernement est illégal et menteur car il ne respecte ni la volonté populaire, ni la Constitution, ni les accords de San Andrés [2,5]. A l'opposé, l'autorité des zapatistes se base sur cette volonté populaire [1,4]. Parallèlement à cet axe légal, les zapatistes déploient un discours affectif [4,8,9], représentant l'endogroupe comme cohésif et unifié [9], respectueux des valeurs universelles [1], et dont la lutte est quasi sacralisée [4,6].

Enfin, on observe très clairement dans les deux textes une polarisation, plus clairement identifiable dans le cadre du communiqué zapatiste. Pour ces derniers il s'agira de faire la différence entre un endogroupe juste et authentique [4, 8] et un exogroupe belliqueux et menteur [2,3,5,7]. Le gouvernement quant à lui dénonce

un exogroupe non rationnel [1,2,6] et mettant en danger la population [4] face à un gouvernement au contraire rationnel [1] – puisque respectant la Constitution – et de bonne foi [3,5,7].

COMMUNIQUÉ GOUVERNEMENTAL (28 DÉCEMBRE 1997)

[1] «(...) El Gobierno ha condenado los acontecimientos de Chenalhó, ha ofrecido una investigación que está en curso y dando resultados, y se ha comprometido con el castigo de todos los culpables, (...) pero también ha ofrecido volver a las negociaciones de paz, con objeto de alcanzarla y evitar que se sigan presentando actos de violencia en Chiapas. En respuesta, el EZLN da su versión de los hechos de Chenalhó, emite juicios parciales, formula aseveraciones que no corresponden cabalmente a la realidad y no se refiere a ninguna vía para reanudar el proceso de negociación. La Procuraduría General de la República lleva a cabo una investigación transparente, con apego a derecho y absolutamente imparcial, con el objeto de identificar a los culpables. (...)»

[1] «(...) Le Gouvernement a condamné les faits qui se sont déroulés à Chenalhó et a entamé une enquête, jusqu'à présent fructueuse, afin de traduire les coupables en justice. Le Gouvernement est également ouvert à la reprise de négociations pacifiques, afin d'éviter que de tels actes de violence se reproduisent au Chiapas. Pour toute réponse, les membres de l'EZLN ont donné leur version des faits, émis des jugements tendancieux et formulé des affirmations qui ne correspondent aucunement à la réalité, tout cela sans se référer une seule fois au processus de négociation en place. Le Procureur Général mène une enquête transparente, impartiale et conforme à la loi, afin d'identifier les coupables. (...)»

[2] *«En el punto 4 de su comunicado el EZLN señala que las autoridades quisieron primero negar los asesinatos de Chenalhó y luego minimizarlos y que ahora quieren confundir a la opinión pública sobre el verdadero móvil del crimen. La afirmación es falsa. (...) El EZLN presenta su propia investigación de los hechos y subraya que no se trata de un conflicto religioso ni étnico. (...)»*

[2] *«Au point 4 de leur communiqué, les membres de l'EZLN soutiennent que les autorités ont nié les assassinats de Chenalho pour ensuite les minimiser et, finalement, tenter d'embrouiller l'opinion publique sur le véritable mobile du crime. Ces affirmations sont fausses. (...) Les membres de l'EZLN mènent leur propre enquête et prétendent qu'il ne s'agit pas d'un conflit religieux ou ethnique. (...)»*

[3] *«El gobierno federal ha dado pruebas concretas, no retóricas, de que quiere la paz. Ha hecho todas las gestiones necesarias para que las diversas suspensiones de los diálogos de San Andrés decretadas por el EZLN de manera unilateral, concluyan para poder regresar a la mesa de negociaciones. Cada vez que los dirigentes zapatistas se han presentado en San Andrés Larráinzar, han sido protegidos por fuerzas de seguridad pública. Los presos militantes o simpatizantes del movimiento zapatista, para quienes el EZLN demandó la libertad, la obtuvieron por las gestiones que hizo el gobierno federal ; hoy están libres y defendiendo la causa zapatista sin limitación alguna impuesta por la autoridad. (...) Frente a estos hechos, no parecen tener bases las palabras del EZLN de que el gobierno está interesado en promover una guerra de indígenas contra indígenas.»*

[3] «Le Gouvernement fédéral a offert des preuves concrètes, et non rhétoriques, de sa volonté de paix. Il a fait tout ce qui était en son pouvoir afin d'en finir avec cet état de non-négociation, et de reprendre les discussions que l'EZLN a rompu de manière unilatérale. Chaque fois que les dirigeants zapatistes se sont présentés aux négociations, ils ont été protégés par les forces de sécurité publique. Les prisonniers militants et sympathisants du mouvement zapatiste pour lesquels l'EZLN a demandé la libération ont été libérés par le gouvernement lui-même et sont aujourd'hui libres de défendre sans aucune limitations la cause zapatiste. (...) Les déclarations des membres de l'EZLN affirmant que le gouvernement souhaite mener une guerre entre les indigènes sont donc sans fondement.»

[4] *«En el punto 8 de su comunicado el EZLN describe su versión de cómo obtuvieron las armas los agresores de Chenalhó. Surge necesariamente una pregunta : ¿de dónde obtienen armas prohibidas los integrantes del EZLN ? Jamás se ha explicado por qué se condena como ilícito - que ciertamente lo es - el que particulares adquieran y usen armas prohibidas, pero no es ilícito el que las usen los zapatistas.*

Los asesinatos de Chenalhó son condenables en todos los sentidos. También es condenable promover y defender la constitución de «autoridades en rebeldía» que evidentemente son ilegítimas y propician enfrentamientos en las comunidades. En Chenalhó, como el propio EZLN lo reconoce en su comunicado, actúa una «autoridad paralela» al margen de la ley, frente a las autoridades constituidas.

El 6 de julio pasado, el pueblo mexicano acudió a las urnas, con un elevado índice de participación. Este hecho tiene entre otras lecturas, una indiscutible :

la transformación de México es posible a través de sus instituciones y de sus leyes. Los mexicanos quieren esa transformación en la paz, no por media de la violencia.»

[4] «Au point 8 de leur communiqué, les membres de l'EZLN racontent comment, selon eux, les agresseurs de Chenalhó se sont procuré des armes. Une question nous semble ici se poser : par quels moyens les membres zapatistes se sont-ils procuré les leurs ? La raison pour laquelle l'utilisation d'armes par des particuliers serait illicite – et tel est le cas en effet – et non l'utilisation d'armes par les zapatistes, n'est pas abordée non plus. Les assassinats de Chenalho sont tout à fait condamnables. Mais il est également condamnable de promouvoir et de défendre la constitution d' «autorités en rébellion», qui sont bien entendu illégitimes et qui favorisent les affrontements entre les communautés. A Chenalhó, les membres de l'EZLN eux-mêmes le reconnaissent, agit une «autorité parallèle», en marge de la loi et des autorités constituées. Le 6 juillet passé, le peuple mexicain a voté en masse, signe indiscutable que la transformation du Mexique est possible via ses institutions et ses lois. Les Mexicains sont en faveur de cette évolution pacifique, et non pas des moyens violents.»

[5] «(...) Si bien es cierto que en un ambiente de violencia como el conocido en Chiapas, es obligación del gobierno desplegar todas las acciones a su alcance para prevenir hechos sangrientos, también es cierto que aquí como en cualquiera otra parte del mundo, quienes los cometen cuentan con las ventajas de la sorpresa y la clandestinidad. El Gobierno Federal, a través de la Secretaria de Gobernación insistió en la importancia de regresar a la mesa de negociaciones, manifestando en múltiples ocasiones los

riesgos potenciales derivados de los conflictos existentes en las áreas geográficas descritas del Estado de Chiapas, y la imposibilidad de evitar todos y cada uno de esos riesgos sin el compromiso real de todas las partes.»

[5] «(...) Il est certain que, face à une situation violente telle que nous la connaissons au Chiapas, il est du devoir du gouvernement mexicain d'agir en prévention des telles atrocités. Par ailleurs, ici comme dans toute autre région du monde, les auteurs de ces actes sont avantagés par l'effet de surprise et la clandestinité. Avec l'aide du Secrétariat de l'Intérieur, le Gouvernement insiste sur l'importance du retour à la table des négociations ; il a invoqué à de multiples occasions les risques potentiels de conflits au sein de l'Etat du Chiapas, et l'impossibilité d'éviter tous les risques encourus dans le cas d'un non-engagement véritable de la part de toutes les parties concernées.»

[6] «(...) *Las imprecisiones del propio comunicado no provocan más que confusión y la intención de culpar al gobierno por lo hechos ocurridos en Chenalhó, sin pruebas y con base en alegatos incongruentes. En cambio, no se formula ninguna intención de encontrar caminos para volver a la negociación, y a través de ésta alcanzar la paz. Es válido preguntarse : ¿quiere verdaderamente la paz el EZLN?, ¿cuánto más habrá que esperar para reanudar las negociaciones?, ¿hasta cuándo se prolongará el conflicto chiapaneco y la secuela de violencia que ni la sociedad ni el gobierno aceptan ?»*

[6] «(...) Les imprécisions du communiqué lui-même ne font que désorienter les mexicains et accuser le gouvernement des faits qui se sont déroulés à Chenalho, sans aucune preuves et sur base d'un plaidoyer contradictoire. Par ailleurs, l'EZLN ne formule aucunes intentions de reprendre les négociations et, par conséquent, d'aboutir à la paix.

Il nous semble dès lors tout à fait justifié de nous questionner sur les intentions de paix de l'EZLN; combien de temps encore avant de renouer les négociations ? Jusqu'à quand prolonger le conflit chiapanèque et les violences qui en découlent, violences que ni la société ni le gouvernement n'acceptent ?»

[7] «El Gobierno Federal, no obstante la actitud que ha manifestado el EZLN en sus dos últimos comunicados, reitera y ratifica su voluntad de solucionar las diferencias que existen, arribar a una reforma constitucional en materia de derechos y cultura indígena, y buscar (...) todas las vías que permitan la reanudación de las negociaciones. Por tanto, el Gobierno Federal exhorta una vez más al EZLN, para que regrese al diálogo, con el objeto de que alcancemos lo más pronto posible la paz definitiva, justa y digna, que todos los mexicanos deseamos para Chiapas.»

[7] «Malgré l'attitude des membres de l'EZLN dans leurs derniers communiqués, le gouvernement réitère et réaffirme sa volonté de solutionner les différents actuels, d'arriver à une réforme constitutionnelle en matière de droits et de culture indigène, et de rechercher (...) des moyens en faveur de la reprise du dialogue. Ainsi, le Gouvernement fédéral exhorte une fois de plus l'EZLN à revenir à la table des négociations, afin d'aboutir le plus rapidement possible à une paix définitive, juste et digne, que nous tous, mexicains, désirons pour le Chiapas.»

COMMUNIQUÉ ZAPATISTE (4 MAI 1998)

[1] *«Nuestros municipios autonomos son legales, su legalidad esta en el articulo 39° de la constitucion politica de los estados unidos mexicanos que dice que el pueblo tiene en todo tiempo el derecho de elegir la forma de su gobierno.»*

Nosotros como pueblos indios hemos decidido gobernarnos con libertad, democracia y justicia y hemos formado nuestros municipios y hemos nombrado democraticamente a nuestras autoridades.»

[1] «Nos municipalités autonomes sont légales, leur légalité repose dans l'article 39 de la Constitution des Etats unis du Mexique, affirmant que le peuple, a de tout temps, le droit de choisir et de modifier la forme de son gouvernement. En tant que peuples indigènes, nous avons décidé de nous gouverner par la liberté, la démocratie et la justice ; nous avons formé nos municipalités et avons nommé nos autorités démocratiquement.»

[2] *«Con su ataque policiaco y militar en contra nuestra el gobierno federal y estatal se pone en la ilegalidad porque ninguna ley estatal o municipal puede estar por encima de la carta magna que es la constitución. El gobierno federal y estatal es ilegítimo porque no fue nombrado por el pueblo y no tiene el respaldo y el apoyo de los pueblos.»*

[2]» Avec son attaque policière et militaire à notre encontre, le gouvernement se met dans l'illégalité parce qu'aucune loi ne surpasse la Constitution elle-même. Le gouvernement est illégitime parce qu'il n'a le soutien d'aucun peuple et n'a pas été élu par lui.»

[3] «El gobierno lo acusa de secuestrar a un refugiado guatemalteco, es mentira, el gobierno dice así para hacer como que hay un enfrentamiento de los zapatistas contra de los refugiados guatemaltecos. Otra cosa que vemos es que el gobierno dice que no quiere internacionalizar el conflicto, pero vemos que dice que el ataque en contra del municipio de «tierra y libertad» fue por la petición de la organización de las naciones unidas. Así que el gobierno mexicano actuo como policía bajo las ordenes de un organismo extranjero, se ve claro que el gobierno no defiende la soberanía nacional y sólo cumple las órdenes de los ricos extranjeros. El gobierno mexicano usa de pretexto a un organismo internacional pára justificar su guerra contra los indigena de este pais.»

[3] «Lorsque le gouvernement nous accuse de séquestrer un réfugié guatémaltèque, il ment et ne dit cela que pour répandre l'idée d'une lutte entre les zapatistes et les réfugiés guatémaltèques.

Nous constatons aussi que le gouvernement prétend ne pas vouloir internationaliser le conflit, mais accuse l'Organisation des Nations unies d'avoir commandité l'attaque à l'encontre de la municipalité «*tierra y libertad*» («*terre et liberté*»). Ainsi, le gouvernement mexicain a agi sous les ordres d'un organisme étranger ; il ne défend absolument pas la souveraineté nationale et ne fait qu'obéir aux ordres des riches étrangers. Le gouvernement utilise ce prétexte de l'organisme international pour justifier la guerre qu'il mène contre les indigènes de ce pays.»

[4] «Los gobiernos autonomos son de todos los pueblos que nos nombraron y fuimos elegidos por los mismos pueblos que nos respaldan y nos dan vida porque los gobiernos autonomos viven en el corazon de los pueblos y en sus pensamientos y nadie puede destruir nuestros corazones y nuestros pensamientos. Nos mantendremos todo el tiempo que sea necesario y seguiremos siendo rebeldes hasta que el gobierno federal cumpla con nuestras justas demandas y la dignidad de todos los pueblos indios de Mexico.»

[4] «Les gouvernements autonomes sont représentatifs des peuples parce qu'ils ont été désignés et élus par eux. Ces gouvernements vivent à travers le soutien de ces peuples, dans leurs cœurs et leurs pensées ; cela, personne ne pourra le détruire.

Nous continuerons le temps qu'il faudra à nous rebeller jusqu'à ce que le gouvernement fédéral respecte nos justes demandes ainsi que la dignité de tous les indigènes du Mexique.»

[5] «Con sus acciones represivas el gobierno federal y estatal se pone en la ilegalidad porque violan la Constitución mexicana y los acuerdos de San Andres.El gobierno federal y estatal deben ser juzgados por violar el estado de derecho que establece la Constitución mexicana.

Los gobiernos de Zedillo y Albores Guillen son ilegítimos porque el pueblo no los apoya, y solo los respaldan los grandes dineros pero no los pobres que son la gran mayoría de los mexicanos.»

[5] «En utilisant la répression, le gouvernement fédéral se met dans l'illégalité car il viole la Constitution mexicaine et les accords de San Andrés. Le gouvernement fédéral doit donc être jugé pour avoir violé l'Etat de droit établissant la Constitution mexicaine. Les gouvernements de Zedillo et d'Albores Guillen sont illégitimes parce qu'ils n'ont pas le soutien du peuple mais uniquement des riches, qui ne forment qu'une infime minorité du peuple mexicain.»

[6] *«No nos vamos a rendir. Pueden llevarnos presos a todos, pueden golpearnos y asesinar-nos, pueden destruir nuestras casas, pueden robar-las y quemarlas como hicieron en Taniperlas y en Amparo Agua Tinta, pero no nos vamos a rendir.»*

[6] «Nous ne nous rendrons pas. Ils peuvent tous nous enfermer, nous frapper, nous assassiner, nous voler, détruire nos maisons, les brûler comme ils l'ont fait à Taniperlas ou à Amparo Agua Tinta, mais jamais nous ne nous rendrons.»

[7] *«Hoy las casas de madera y tierra de los gobiernos indigenas estan quemadas y destrui-das. Hoy las casas y palacios de los gobiernos de zedillo y albores estan muy lujosas y cuidadas.»*

[7] «Aujourd'hui, les maisons des gouvernements indigènes, faites de bois et de terre, sont détruites et brûlées, et les palaces des gouvernements de Zedillo et d'Albores sont luxueuses et entretenues.»

[8] «Queremos recordar hoy a los indígenas mexicanos que en la batalla del 5 de mayo de hace muchos años resistieron a los ejércitos y al indígena Benito Juárez que fue expulsado de su casa de Gobierno y tuvo que gobernar andando de un lado para otro resistiendo hasta que se ganaron los que tenían la razón y perdieron los que tenían la fuerza.»

[8] «Nous rappelons à tous les indigènes mexicains qu'il y a bien longtemps, à la bataille du 5 mai, nous avons résisté à l'armée et à l'indigène Benito Juarez, alors expulsé de sa demeure de Gouverneur, et qui a dû gouverner en allant d'un endroit à l'autre, tenant bon jusqu'à ce que triomphèrent les justes et perdirent les plus forts.»

[9] «Gracias hermanos y hermanas.
Firman hombres, mujeres, niños y ancianos de los municipios indígenas.»

[9] «Merci à nos frères, à nos sœurs. Signature des hommes, femmes, enfants et anciens des municipalités indigènes.»

CONCLUSION

Dans la volonté de résoudre le conflit par le dialogue et la négociation, on se base souvent sur l'hypothèse selon laquelle un contact suivi entre les acteurs du conflit ne peut être que bénéfique. Pour Amossy, l'« hypothèse du contact » se fonde sur l'idée erronée selon laquelle le stéréotype dénigrant serait le fruit de l'ignorance « d'où l'idée de mettre en contact les membres des groupes nourrissant des préjugés réciproques, pour qu'ils puissent confronter le stéréotype négatif à la réalité et le modifier en conséquence » (Amossy et al., 2010, p.41). Or, pour Shérif, les situations conflictuelles constituant les principales sources de stéréotypes négatifs, on ne peut concevoir de résolution du conflit dans une « modification radicale des données de base » (Amossy et al., 2010, p.45).

Dans notre analyse, nous avons voulu mettre à jour l'impact des mécanismes de (dé)légitimation sur le processus de dialogue et par conséquent l'impasse des négociations et le maintien du conflit – qui reste encore aujourd'hui sans solution. Une des raisons de cette impasse est sans doute à mettre en lien avec l'idée qu'il n'est « pas pareil d'utiliser la violence de la part de l'Etat ou de la part de groupes insurgés qui s'y opposent » et que les zapatistes, malgré l'universalité de leur propos, n'ont pas réussi à dépasser cette image d'acteur perturbant l'ordre social. L'Etat a su maintenir son image de représentant d'une légitimité sociale « octroyée par les règles du jeu de la démocratie » (Barreto et al., 2009, p.573), dont la responsabilité est régulée « directement par la société à travers les lois ». En effet, selon Barreto, « d'une manière ou d'une autre, la réaction des élites face aux groupes contestant leur pouvoir sera soutenue par les lois institutionnelles qui définiront ces groupes et leurs actions comme illégales » (Barreto et al., 2009, p.742).

Le premier objectif de nos propos est de démontrer à quel point il est indispensable, dans la mise en œuvre d'un dialogue entre les acteurs d'un conflit, de tenir compte de ces mécanismes, et de construire de nouvelles pratiques de dialogue authentiquement pacifiques.

Les conséquences d'une non prise en compte de ces éléments ne sont pas uniquement de l'ordre d'un échec du dialogue mais bien du renforcement des images négatives et de déviance qu'entretiennent les acteurs mutuellement.

En effet, les délégitimations employées offrent des catégories durables qui, tant que le conflit se maintiendra et certainement longtemps après, ne seront pas modifiées par les acteurs en présence – pour un acteur, il est très difficile de reconnaître que l'image démonisée de l'adversaire ne correspond pas à la réalité (Sabucedo et al., 2004, p.83).

Par ailleurs, nous tenions à ce que le lecteur réalise le fait que, de manière plus générale, le rôle du langage, particulièrement lorsqu'il émane de personnes en position de pouvoir, n'est pas à sous-estimer, étant donné qu'il aura bien souvent pour fonction de reproduire la «stratification sociale» présente, et de la présenter comme «normale».

Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que nous vivons dans une société où la norme, la raison, l'objectivité, sont davantage légitimes que l'émotion, la subjectivité, la singularité. Cet état de fait nuit à l'homme qui, selon nous, ne peut parvenir à un équilibre et à une évolution que s'il travaille à tisser des liens entre les compartiments de la raison et ceux de l'émotion.

Comme les mouvements sociaux, la singularité et l'émotion doivent parvenir à se frayer un chemin avec les outils qui leur sont propres.

Beaucoup d'artistes l'ont compris, et légitiment leur œuvre par un discours intellectuel – le risque, selon nous, devient alors que, au lieu que le discours soit au service de l'art, l'art soit mis au service du discours, et que l'objet d'émotion devienne objet d'intellectualisation et de raisonnement (on pourrait citer comme exemple les contes moraux, ou la Bible, dont la narration se met au service de l'incrustation de valeurs, d'une manière, il semble, plus qu'efficace).

Non seulement les relations de pouvoir, mais également les formes d'organisations sociales dépendent des légitimations et délégitimations avancées dans les discours de ceux qui ont le pouvoir de les faire ; de ceux qui nous «dominent». Dans toute situation, il est donc intéressant d'observer quelles sont les normes et valeurs qui sont avancées, et quelles sont les catégories de personnes qui se retrouvent de fait légitimées ou délégitimées.

Nous aimerions clôturer ce livret par une question ; l'homme, pour évoluer, doit-il ou non «agir dans les limites de normes et valeurs acceptables» ?

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

◆ AGUILAR SANCHEZ, Martin, (2005). *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique, 1982-1998*, Paris, L'Harmattan.

◆ BAR-TAL, Daniel, (1990). Causes and Consequences of Delegitimization : Models of Conflict and Ethnocentrism , *Journal of Social Issues*, vol. 46.

◆ BARRETO IDALY, Maria, BORJA, Henry, SERRANO, Yeny, LOPEZ-LOPEZ, Wilson, (2009). Legitimacy as a Process in Political Violence, Mass Media and Peace Culture Building, *Universitas Psychologica*, vol. 8, Bogota.

◆ DELLA FAVE, Richard, (1986). Toward an Explication of the Legitimation Process, *Social Forces*, vol. 65.

◆ GRANJON, François, (2002). Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme, *Le Mouvement social*, vol. 200.

◆ HABERMAS, Jurgen, (1978). *Raison et légitimité, Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot.

◆ MORELLI, Anne, (2010). *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Bruxelles, Aden.

◆ NEVEU, Eric, (2005). *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

◆ VAN DIJK, Teun,(2002). Political discourse and ideology , dans Ubaldina Lorda, Clara, Ribas, Montserrat, *Anàlisi del discurs polític*, Barcelone, Universitat Pompeu Fabra.

- ◆ VOLPATO, Chiara, DURANTE, Federica, GABBIADINI, Alessandro, ANDRIGHETTO, Luca, MARI, Silvia, (2010), Picturing the Other: Targets of Delegitimization across Time, *International Journal of Conflict and Violence*, vol. 4.

BIBLIOGRAPHIE COMPLÈTE

- ◆ AGUILAR SANCHEZ, Martin, (2005). *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique, 1982-1998*, Paris, L'Harmattan.
- ◆ AMOSSY, Ruth, HERSCHBER PIERROT, Anne, (2010), *Stéréotypes et clichés*, Paris, Armand Collin.
- ◆ BAR-TAL, Daniel, Delegitimization : The Extreme Case of Stereotyping and Prejudice, dans Bar-Tal, Daniel, (1989). *Stereotyping and Prejudice : Changing Conceptions*, New York, Springer Verlag.
- ◆ BAR-TAL, Daniel, (1990). Causes and Consequences of Delegitimization : Models of Conflict and Ethnocentrism, *Journal of Social Issues*, vol. 46.
- ◆ BAR-TAL, Daniel, (1990). Israeli-Palestinian conflict : A cognitive analysis, *International Journal of Intercultural Relations*, vol. 14.
- ◆ BARRETO IDALY Maria, BORJA, Henry, SERRANO, Yeny, LOPEZ-LOPEZ, Wilson, (2009), Construcción del discurso deslegitimador del adversario: gobierno y paramilitarismo en Colombia, *Universitas Psychologica*, vol.7, Bogota.

- ◆ BARRETO IDALY, Maria, BORJA, Henry, SERRANO, Yeny, LOPEZ-LOPEZ, Wilson, (2009). Legitimacy as a Process in Political Violence, Mass Media and Peace Culture Building, *Universitas Psychologica*, vol. 8, Bogota.
- ◆ BENAVIDES GUEVARRA, María Angélica, (2006). Análisis del discurso zapatista, *Signos Lingüísticos*, vol. 3.
- ◆ BERGER Joseph, RIDGEWAY Cecilia, (1998). The Legitimation and Delegitimation of Power and Prestige Orders, *American Sociological Review*, vol. 63, No. 3.
- ◆ BRUHN, Kathleen, (1999). Antonio Gramsci and the Palabra Verdadera : The Political Discourse of Mexico's Guerrilla Forces, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 41.
- ◆ COHEN, Robin, RAI, Shirin, (2000). *Global Social Movements*, Londres, Continuum, p. 15.
- ◆ D'ENTREVES, Alexandro Passerin, (1963). Legality and legitimacy, *The Review of Metaphysics*, vol. 16.
- ◆ DELLA FAVE, Richard, (1986). Toward an Explication of the Legitimation Process, *Social Forces*, vol. 65.
- ◆ DOMA, Alexandre, (2008). Un discours de révolte : l'exemple zapatiste, *Les Cahiers de Psychologie politique*, numéro 12, [En ligne : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique /index.php?id=583> consulté le 3 juillet 2013].
- ◆ GRANJON, François, (2002). Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme, *Le Mouvement social*, vol. 200.

- ◆ GURR, Ted Robert, (1970). *Why men rebel*, Princeton University Press, dans Neveu, Eric, (2005), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- ◆ HABERMAS, Jurgen, (1978). *Raison et légitimité, Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot.
- ◆ KAESLER, Dirk, (1996). *Max Weber, sa vie, son œuvre, son influence*, Paris, Fayard.
- ◆ MORELLI, Anne, (2010). *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Bruxelles, Aden.
- ◆ MOSHEER, Amer, (2009). 'Telling-it-like-it-is' : the de-legitimation of the second Palestinian Intifada in Thomas Friedman's discourse, *Discourse Society*.
- ◆ NEGURA, Lilian, (2006). L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales, *Sociologies*, [en ligne : <http://sociologies.revues.org/993>, consulté le 3 juillet 2013].
- ◆ ODDO, John, (2011). War legitimation discourse : Representing 'Us' and 'Them' in four US presidential addresses, *Discourse Society*, vol. 22.
- ◆ SABUCEDO, Jose Manuel, BARRETO IDALY, Maria, BORJA, Henry, LOPEZ-LOPEZ, Wilson, BLANCO, Amalio, DURAN, Mar, (2004). Deslegitimacion del adversario y violencia política; el caso de las FARC y las AUC en Colombia, *Acta colombiana de Psicología* (Universidad Católica de Colombia), vol. 12.
- ◆ TILLY, Charles (1986). *La France conteste*, Paris, Fayard.

- ◆ TOURRAINE, Alain, (1978). *La voix et le regard*, Paris, Le Seuil.
- ◆ TREFOIS, Bertrand, (1997). Essai de positionnement politique du discours zapatiste, mémoire de fin d'études en Sciences politiques, dir. Marques-Pereira, Bérange, ULB.
- ◆ VAN DIJK, Teun,(2002). Political discourse and ideology , dans Ubaldina Lorda, Clara, Ribas, Montserrat, *Anàlisi del discurs polític*, Barcelone, Universitat Pompeu Fabra.
- ◆ ZASLAVSKY, Danielle, (2006). Les traductions du discours zapatiste, *TTR : traduction, terminologie, rédaction*, vol. 19.
- ◆ ZELDITCH, Morris, (2001). Processes of Legitimation: Recent Developments and New Directions, *Social Psychology Quarterly*, vol. 64.
- ◆ ZUGMAN, Kara Ann, (2005). Zapatismo and Urban Political Practice, *Latin American Perspectives*, vol. 32.

Tandis qu'on observe aujourd'hui une généralisation de la négociation comme mode privilégié de gestion du social, on s'intéresse davantage à son résultat qu'aux mécanismes discursifs à l'œuvre dans le processus.

Or, si pour Moscovici, la communication est le processus fondamental de la formation de la représentation sociale, il nous semble important de garder à l'esprit que, dans une société moderne, le discours concerne des relations de pouvoir et d'inégalités dans le langage, et il est dès lors important d'en comprendre les tenants et aboutissants. Dans le cadre de conflits tout particulièrement, le discours visera plus que l'échange d'informations : il vise «à interagir de manière persuasive face au locuteur» ; «à diffuser, apprendre et maintenir certaines croyances, afin de conforter la permanence des membres au groupe, de définir l'identité et la position du groupe dans la société».

Dans ce livret, nous proposons au lecteur d'aborder diverses stratégies discursives pouvant être employées, et plus particulièrement celles visant à l'auto-légitimation ou à la délégitimation de l'adversaire.



FÉDÉRATION

WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles